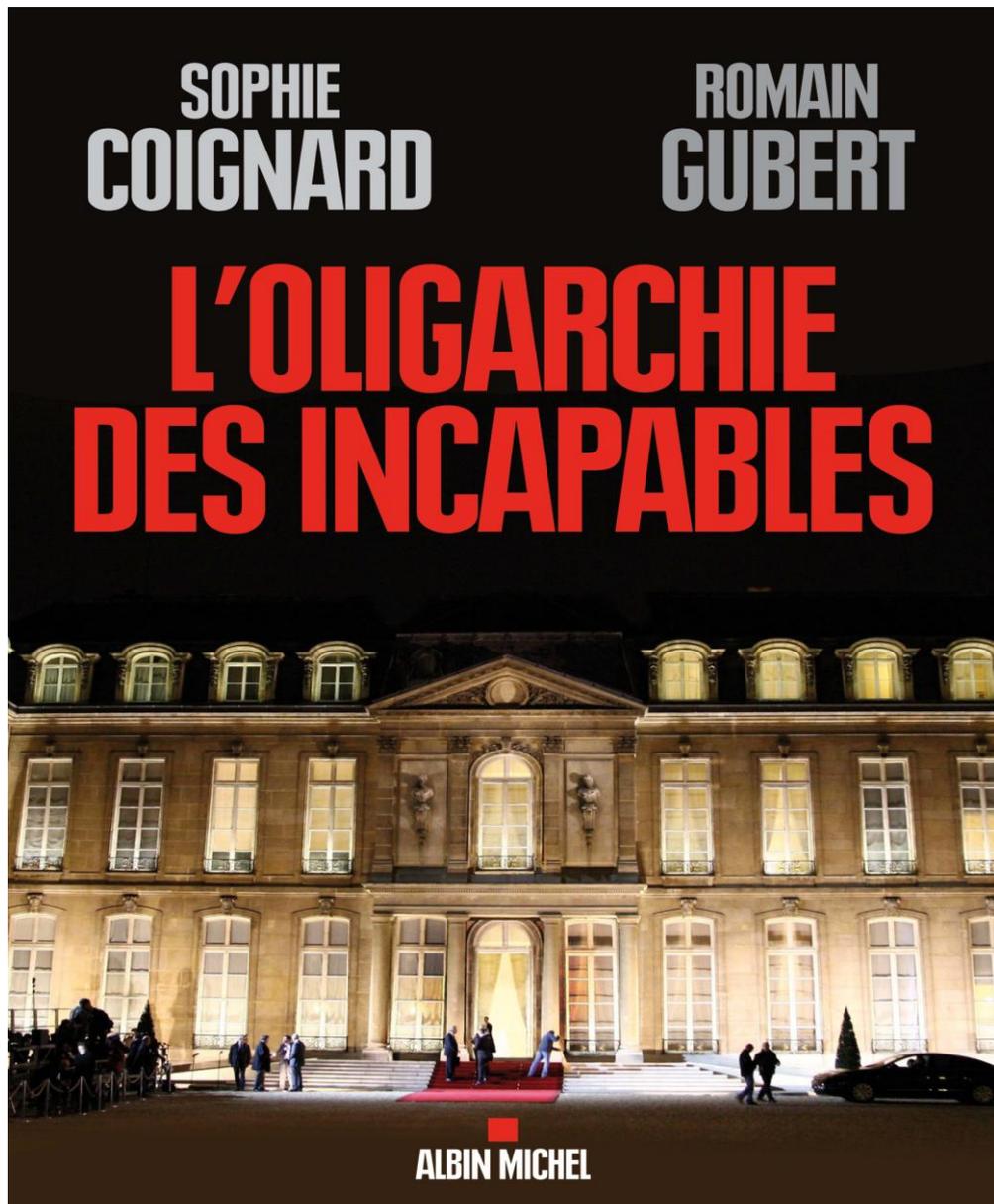


Linky = Oligarchie des incapables



Pour les deux journalistes Sophie Coignard et Romain Gubert, des personnalités politiques monopoliseraient les plus hautes fonctions de la France, cumulant les privilèges et se servant de l'Etat pour aider leurs proches, fabriquer des lois sur mesure. En procédant ainsi, ces «représentants» se seraient mis à l'écart des citoyens, provoquant une déficience de pluralisme dans les centres décisionnaires du pays.

Et si le drame français se situait avant tout dans le mauvais fonctionnement de ses institutions et le comportement de ces élus?

Sophie Coignard (grand reporter au Point) et Romain Gubert (rédacteur en chef du Point) nous emmènent au cœur de l'exercice de l'Etat, et des scandales, pour démêler un maquis finalement très opaque dans L'oligarchie des incapables...

20 Minutes 06 01 2011 : Vous avez interviewé Romain Gubert pour son livre «L'oligarchie des incapables»

On voit dans les rapports de la Cour des Comptes, que la quasi totalité des subventions versées par l'Etat, l'ont été pour des opérations dont on n'a jamais vraiment vérifié l'opportunité et dont les résultats n'ont eux mêmes quasiment jamais été vérifiés pour aucune d'entre elles; ce ne serait pas grave s'il ne s'agissait pas chaque année et depuis des lustres, de dizaines de milliards d'euros. (...) J'ai l'impression que ces élus, toujours à la recherche de l'électorat et voulant montrer à tout prix qu'ils sont utiles à quelque chose, trouvent dans l'administration assez de bonnes âmes, désireuses elles mêmes de se faire valoir. Et voilà comment se montent des projets fumeux, qu'on emballe soigneusement et qu'on met en place en se doutant souvent qu'ils n'auront, comme les précédents, quasiment aucun résultat. Êtes-vous d'accord avec cette façon de voir les choses? (François par email)



Romain Gubert, journaliste au Point D.R.

Effectivement, dans un pays qui consacre chaque année 56% de la richesse nationale aux dépenses publiques, il est indispensable d'évaluer celles-ci. Plutôt que de couper dans certaines prestations qui font le ciment de la société, il vaut mieux que chaque euro d'argent public soit dépensé avec efficacité. Les contrôles de la cour des comptes sont donc nécessaires et indispensables. Le problème, c'est que celle-ci a de moins en moins de moyens pour contrôler ce qui se fait en province. D'autre part, l'inspection des finances, l'un des corps les plus prestigieux de l'Etat, composé de hauts fonctionnaires de talent sensés vérifier l'usage de la dépense publique, sont aujourd'hui de plus en plus tentés par le secteur privé. Ils quittent donc la haute administration après quelques années au service de l'Etat.

Les journalistes font partie du jeu, participent d'une certaine manière à cette oligarchie, dont vous parlez. Comment faites-vous pour la dénoncer tout en n'étant pas inquiétés dans vos activités au Point? Est-ce à dire que l'oligarchie se fiche complètement d'être démasquée ou que la critique est encore en deçà de la réalité? (David par email)

Nous avons un chapitre "Des medias si gentils" qui aborde ce point particulier. Mais vous avez raison: certains journalistes perdent le sens de ce qui fait le sel de ce métier, l'indépendance, et préfèrent la connivence avec les politiques ou les responsables d'entreprise. Mais à mon sens, le principal problème réside dans le fait que, contrairement à ce qui se passe ailleurs, les médias appartiennent souvent à de grands groupes industriels et n'ont pas les moyens de laisser leurs journalistes travailler pendant plusieurs semaines sur des enquêtes. Or, le temps est la chose la plus importante pour pouvoir faire de l'investigation. Avons-nous été inquiétés au Point? Non. Pas du tout. Ce journal est en bonne santé financière, ce qui permet de travailler sérieusement et dans de bonnes conditions. Lorsqu'on enquête, la difficulté est d'avoir des sources qui vous parlent et vous font confiance. Ce que vous pourrez lire dans le livre, ce sont les affaires sur lesquelles nous avons suffisamment enquêté et celle sur lesquelles nous avons pu aller au bout de notre enquête. Sans doute sommes-nous en deçà de la réalité. Il y a sans doute beaucoup d'autres affaires semblables à celles dont nous parlons. Mais celles sur lesquelles nous nous arrêtons illustrent le comportement d'une partie de l'élite. Notre but n'était pas de faire un inventaire. Mais que ce livre puisse servir d'amorce.

Pour avoir côtoyé, dans ma vie professionnelle, des énarques et polytechniciens, il est vrai que leurs priorités majeures sont Plan de Carrière en 1 Plan de Carrière en 2 et seulement cela. La cooptation et le copinage sont monnaie courante. Elles fonctionnent comme à l'intérieur d'une secte où ils sont persuadés d'être les meilleurs et l'élite de la nation. Ceux que j'ai connus n'ont aucun lien avec la réalité. Ils gouvernent dans leur bulle sans jamais en sortir, c'est peut-être trop dangereux pour eux ? (Alain par email)

Nous montrons aussi dans le livre que certains hauts fonctionnaires, passés par les mêmes écoles que celles dont vous parlez tentent de résister. Ils ont encore l'intérêt général chevillé au corps. Mais justement, ils doivent subir les moqueries de ceux qui ont fait le choix de l'argent. Ils ne sont pas exclus des cercles de pouvoir. Mais leurs camarades se demandent pourquoi donc, ils ont choisi de servir l'intérêt général plutôt que leur intérêt personnel. Le concept de grande école et de corps de la fonction public est en effet une

particularité française. Lorsqu'un membre d'un grand corps de l'Etat commet des erreurs, les autres les protègent. Motif: sa chute rejaillirait sur l'ensemble de ses semblables. Par ailleurs, les grandes écoles répètent souvent à leurs jeunes diplômés qu'ils sont les meilleurs. Et cela ne pousse pas forcément à la remise en question.

Je suis stupéfaite par le - finalement - peu de réactions des citoyens de ce pays face aux affaires inouïes qui sortent : les valises de billets, les conflits d'intérêt, les mensonges, le copinage entre voyous et j'en passe et des pires encore. Comment comprendre de si maigres réactions des citoyens? (Jean-Pierre par email)

Je crois que les politiques sont conscients que cela ne peut plus durer. "Ca va mal finir", c'est la première chose que nous dit l'un de nos interlocuteurs, Jean Peyrelevade, un banquier, passé par Matignon dans les années 80, lorsque nous sommes allés le voir pour notre enquête. Quand à Nicolas Sarkozy en 2007, il proposait une "république irréprochable". Je pense donc que ce constat, les membres les plus éminents de l'oligarchie le font. Mais rien n'a changé depuis 2007. C'est même pire. Avec la crise et la quasi faillite de l'Etat, ces comportements ne sont plus acceptables. Le drame, c'est que justement cela fait monter les partis d'extrême droite ou d'extrême gauche. C'est malheureusement la seule expression du ras le bol d'une partie des citoyens. Cela signifie qu'ils sont désabusés. Je crois que l'Histoire est à ce titre intéressante. En 1788, personne n'imaginait ce qui allait se produire. Au contraire, ce sont les nobles qui ont demandé la réunion des Etats généraux parce que la puissance publique tentait de revenir sur certains de ses privilèges. L'aveuglement des élites est justement dévastateur. Nous ne disons pas "tous pourris", nous savons qu'une élite est nécessaire pour emmener un pays, une entreprise, etc. En revanche, pour être acceptée, le comportement de cette élite doit être digne. C'est ce qui fait sa légitimité.

Je suis heureux de vous adresser mes premières remarques concernant votre ouvrage. Il est remarquable, et je n'en suis qu'à la page 20 ! Par contre, le contenu est immonde. Existe-t-il un moyen légal de faire remonter ces informations de manière plus importante que votre ouvrage? Parce que tout ces "princes", doivent justifier devant le peuple français leurs actes et dérives. (Thierry par email)

Merci beaucoup. Nous ne sommes pas des auxiliaires de justice. Il y a des tribunaux et notre unique but est d'enquêter, avec nos modestes moyens, sur ces affaires. Et il y a bien sûr des tas de juges extrêmement compétents qui travaillent déjà sur certaines affaires. Ceci dit, certaines des affaires dont nous parlons ne relèvent pas de la justice. Mais de la morale. On a vu dans l'affaire Servier que certains hauts fonctionnaires, membres de cabinets ministériels étaient très proches des dirigeants de ce laboratoire pharmaceutique. Et sont toujours en poste. C'est cette impunité qui est troublante. De la même façon, le parcours de certains hauts fonctionnaires qui passent du public au privé pour gérer les mêmes dossiers est très choquant même si il n'y a rien d'illégal en soit (dans la plupart des cas). Il existe des filtres : la commission de déontologie par exemple qui autorise ou non ce type de parcours public/privé. Mais celle-ci n'est guère regardante. Si elle jouait véritablement son rôle, comme cela se fait dans beaucoup de pays européens, cela limiterait les excès.

N'est-il pas dangereux de dire certaines choses tout haut? (Philippe par email)

Dangereux? Nous ne nous sommes pas fait que des amis... Dans d'autres pays, nous n'aurions sans doute pas pu faire un tel livre. Nous sommes en démocratie et beaucoup de ceux qui nous ont parlé ont pris davantage de risques car ils sont en poste dans l'administration, dans de grandes entreprises ou dans la politique. Et nous n'avons fait que notre métier. Mais il y a sans doute des gens qui refuseront à l'avenir de nous parler et nous en voudrions d'avoir raconté leurs petits secrets.

Combien de parlementaires ont embauché sur leur enveloppe officielle des membres de leur famille (comme attaché, chef de cabinet...)? Cela fait, au total, combien de postes? (Jacques par email)

Impossible à chiffrer. Dans le livre nous citons des tas d'exemples. Et il y a des "maisons" beaucoup plus généreuses que d'autres. Dans les chambres de commerce par exemple ou dans les cabinets ministériels.

Comment se fait-il que des politiques qui ont plus de 60 ans peuvent prétendre à un mandat, alors qu'ils défendent la retraite à 60 ans? (RobertVnt)

Bien vu... A la décharge des politiques, ils sont élus et donc légitime. C'est donc plus le parachutage de tel ou tel qui est gênant.

La France, et les Français ne sont-ils pas, selon vous, toujours très attachés au "pouvoir fort", oligarque? (brazz)

On dit souvent à l'étranger que la France que est une "monarchie républicaine". Il y a des élites dans tous les pays. La différence, c'est qu'en France elle se renouvelle beaucoup moins qu'ailleurs.

Pourquoi changer un système qui gagne? Cette forme d'oligarchie s'est perpétrée comme une tradition en France, et au fil du temps s'est améliorée, amplifiée... Ma question, tout en étant étonné de votre démarche courageuse : Où sont, en France, les médias intègres? (skara)

Ce n'est pas à moi de donner des "brevets" à tel ou tel. Il y a dans toutes les rédactions des journalistes qui essaient de faire leur métier du mieux possible. Et certains moins rigoureux que d'autres... Mais ce qui est vrai, c'est la presse française en général est plutôt davantage "soumise" aux pouvoirs, quels qu'ils soient qu'ailleurs.

Finalement, cette oligarchie est-elle un mal exclusivement français? Comment cela se passe-t-il dans les autres "démocraties"? Le modèle à suivre n'est-il pas dans les pays scandinaves (la corruption y est extrêmement basse)? (Lue)

L'élite des pays scandinaves n'est pas plus "morale" par nature que l'élite française. Mais la transparence est telle que chacun se comporte de façon intègre. Et que celui qui passe la ligne jaune est mis à l'écart.

Le népotisme ne touche pas que le monde politique, mais l'ensemble de la fonction publique et le secteur privé. C'est le principe du carnet d'adresse qui sert de diplôme. Selon vous, si l'on commençait à sanctionner les politiques, ne serait-ce qu'une fois, le système entier du népotisme pourrait-il être remis en cause? (selfservice)

Je pense que la transparence peut faire évoluer progressivement les choses. Prenons les salaires patronaux: ils ne sont qu'une toute petite minorité, mais depuis que leurs salaires sont transparents, certains patrons font aujourd'hui très attention à ne pas heurter leurs salariés et commencent à renoncer à certains de leurs privilèges.

Merci pour toutes vos questions et vos commentaires. Ce fut un moment agréable et sympathique. Bonne lecture, n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques.



Reportage vidéo HD :

Les élites oligarchiques au pouvoir.

Les citoyens dans tous les pays de l'euro doivent être avertis, après l'exemple imposé du Linky soutenu par l'alliance mondiale G3-PLC au profit exclusif d'oligarques.

Un autre exemple, le MES (Mécanisme Européen de Stabilité).

Le MES est une oligarchie européenne :

quand elle veut et aussi souvent qu'elle veut, elle peut.

Elle est au-dessus de toute loi, elle peut ruiner un gouvernement quand elle le veut.